

LES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES

La construction de l'Europe est en panne. Le repli sur soi et les réflexes nationalistes gagnent du terrain au détriment de la création d'une culture commune européenne, multiculturelle, respectueuse. Les jeunes sont à la fois les premiers témoins et les premières victimes de ces changements ou plutôt de la résurgence de ces archaïsmes que certain·e·s ont pu un temps croire enfouis dans les limbes de l'histoire. L'immobilisme n'est plus permis. Lorsque l'Europe s'arrête, elle se trahit elle-même car elle trahit les espoirs de milliers de jeunes qui constituent son présent et son futur, mais sont confronté·e·s au quotidien à des portes closes, lors de leur accès à la culture, aux savoirs, à l'emploi, aux droits sociaux ou à la libre expression.

Nous refusons de voir dans ces barrières un horizon indépassable s'il y a une véritable volonté politique. Nous voulons d'une Europe en mouvement, qui ne soit non plus une partie du problème mais une partie de la solution. Au-delà d'une histoire commune, l'Europe doit être ce qui nous protège et garantit notre droit à l'avenir. Elle doit être un lieu d'échange ouvert et démocratique. C'est autour de cette ligne directrice que l'UNEF a pris une part croissante au fil des années dans la construction de l'Europe étudiante, notamment en co-fondant l'European Student's Union (ESU). C'est également à l'aune de ces principes que nous sommes aujourd'hui amené·e·s à prendre position sur la création d'universités européennes.

Lors du discours de la Sorbonne, le président de la république avait alors développé sa volonté en ces termes « Je propose la création d'universités européennes qui seront un réseau d'universités de plusieurs pays d'Europe, mettant en place un parcours où chacun de leurs étudiants étudiera à l'étranger et suivra des cours dans deux langues au moins. Des universités européennes qui

seront aussi des lieux d'innovation pédagogique, de recherche d'excellence. Nous devons nous fixer, d'ici à 2024, en construire au moins une vingtaine. Mais nous devons, dès la prochaine rentrée universitaire, structurer les premières, avec de véritables semestres européens et de véritables diplômes européens. ». Ce projet, il a depuis été décliné dans de nombreux discours et documents. La commission européenne en a pris le pilotage et a créé des groupes de travail. Mais au fil de son parcours le projet s'est aussi révélé, soulevant de plus en plus d'inquiétudes de notre part.

Si nous ne pouvons que partager la volonté d'innovation pédagogique pour mettre fin à la verticalité de l'enseignement magistral et la nécessité d'un apprentissage et d'une maîtrise des langues reposant sur cette pédagogie rénovée, les autres éléments sont la source de nombreuses inquiétudes.

Parler «d'universités européennes» ne serait-ce pas en effet admettre en creux que les autres universités ne sont pas européennes ? Ne pas considérer toutes les universités comme à vocation européenne ? N'est-ce pas in fine l'un des buts du processus de Bologne, du programme Erasmus ou de la mise en place des crédits ECTS que de pouvoir s'adresser à tout·e jeune en lui disant, tu es européen·ne et ton diplôme aura valeur européenne ?

Créer des établissements labélisés « universités européennes », bénéficiant de financements européens, et d'éventuels diplômes européens, c'est tourner le dos à cette nécessaire universalité du savoir en Europe. À l'heure où il existe malheureusement déjà dans l'enseignement supérieur un système à deux vitesses où les ruralités sont délaissées au profit des centres urbains, où les enjeux budgétaires semblent à de

CONTRIBUTION

Processus de Bologne

Conventions démocratiques européennes



nombreux endroits avoir pris le pas sur le droit à un enseignement de proximité, pourtant condition sine qua non de la réduction des inégalités, créer des universités européennes apparaît comme une volonté d'ajouter une troisième vitesse, laissant sur le bord de la route toujours plus d'étudiant-e-s. Quid de la valeur du diplôme de ceux et celles qui n'auraient pas accès à ces « universités européennes » ? Quid de la possibilité d'un-e jeune de milieu rural d'origine défavorisée d'avoir accès à ces dernières ?

Nous refusons de nous contenter de regretter le morcellement de nos contrées par la fracture sociale grandissante. **Nous refusons que la mise en place des universités européennes soit un nouveau cheval de Troie d'une marchandisation accrue de l'enseignement supérieur ou consacre la mise en compétition des établissements là où le savoir et son accès devraient être un bien commun.** Nous pensons qu'il en va de mêmes pour les universités et pour les démocraties : partout où elles ont été au bout de cette ambition unique pour une compétitivité sans justice, elles en ont touché les limites. Les systèmes anglais et américains, dont la dette étudiante porte les germes d'une crise majeure, sont les témoins du franchissement malheureux de ces limites.

De ces conclusions émerge le fait que les objectifs d'excellence de la recherche et de compétitivité ne peuvent être l'alpha et l'oméga de la vision portée en construisant les universités européennes. Se sont pourtant, pour l'heure, ceux mis en avant. Nous souhaitons au contraire des universités européennes qui embrassent la promesse initiale d'une Europe souveraine où on pouvait réussir chez soi dans un espace plus grand que nos simples nations. Créons les conditions de l'atténuation des fractures. Consacrons l'ensemble des universités d'Europe « universités européennes », mais servons nous des réseaux d'université créés par l'appel à projet comme un espace de coopération et non de compétition mondialisée.

Pour cela, commençons par renforcer les outils existants : Erasmus souffre plus de son sous financement et de sa sélectivité sur la maîtrise des langues que de sa complexité administrative. **Revalorisons les bourses Erasmus et élevons le nombre d'étudiant-e-s bénéficiaires. Pour cela une augmentation de budget est nécessaire.** Jean Claude Juncker s'est proposé de le multiplier par deux. **Nous demandons à la France de soutenir ouvertement sa multiplication par 10**, comme le porte l'European Student's Union et l'European Youth Forum car c'est à ce prix là que nous rendrons ce programme accessible au plus grand nombre.

Nous devons aussi nous appuyer sur de nouveaux outils. Si nous voulons réellement faire de l'Europe une société apprenante tout au long de la vie, une société dont le niveau de qualification des jeunes s'élève, une société à la pointe des défis sociaux, sociétaux, environnementaux et économiques de demain et d'aujourd'hui, nous devons parvenir à reconnaître l'éducation et l'enseignement supérieur pour ce qu'ils sont à l'échelle d'un Etat, une dépense vitale d'investissement. C'est pourquoi **nous revendiquons la sortie des dépenses d'éducation et d'enseignement supérieur de la règle des 3% de déficit budgétaire.**

Pour aller plus loin, quitte à mettre les universités européennes en réseaux, utilisons ces réseaux d'universités comme des leviers de développement d'une pédagogie centrée sur l'étudiant-e, à l'échelle européenne, et ayant vocation à se diffuser sur l'ensemble des universités du continent. Ne cédon pas aux sirènes de la libre définition des frais d'inscription et de la compétitivité mais **faisons de ces lieux des lieux de savoir partagé, libres d'accès, c'est-à-dire à la fois gratuits et non sélectifs.**

CONTRIBUTION

Processus de Bologne

Conventions démocratiques européennes



Alors que dans plusieurs pays, le rôle des étudiant·e·s dans la prise de décisions qui les concerne est remis en cause, élevons les réseaux d'université européens en modèles de démocratie étudiante avec **une gouvernance paritaire entre étudiant·e·s et autres membres de la communauté universitaire**. Voici l'université européenne que nous espérons.

Mais comment espérer une telle construction en tenant les concerné·e·s à l'écart ? Un appel à projet doit sortir à la rentrée, deux groupes de travail sont établis... Gérés par la commission, loin du regard des étudiant·e·s. Comment espérer que les critères de labélisation des universités européennes puissent se baser sur des principes fondamentaux tels que la démocratie étudiante où l'inclusion si dès le départ on exclue les étudiant·e·s de la conception de ces critères ? Comment défendre d'un côté qu'il n'est pas vrai que les projets intelligents se construisent dans la complexité et l'opacité, et accepter que ce soit le cas pour les universités européennes ? Comment assumer que pour le débat européen, « il faut que les que les citoyens le refondent, par la base, par le bas, par le vrai »¹ et accepter que pour ce qui est de la refondation de l'université à l'échelle européenne cette dernière soit faite par quelques dirigeants d'universités et personnalités politiques et non par la base : les étudiant·e·s ?

Ce que nous refusons, c'est ce projet d'universités européennes qui en son état actuel reviendrait à créer, à l'échelle européenne, de nouvelles COMUE, opaques, inefficaces, dérégulées, éloignées des préoccupations étudiantes, et potentiellement antidémocratiques.

Ce que nous demandons, c'est une cohérence, celle d'appliquer à un projet européen voulu par le président de la république les règles qu'il a lui-même édicté comme base de la refondation européenne.

Ce que nous requérons, c'est du discernement, celui de voir qu'une réforme de cette ampleur, ne peut se faire sans le consentement et l'appui de 20 millions d'étudiant·e·s européen·ne·s qui par la voix de l'European Student's Union ont fait part de leurs inquiétudes par rapport à ce projet en avril dernier.²

Ce que nous revendiquons c'est une implication totale des étudiant·e·s à tous les niveaux de ce processus. Que l'ESU soit immédiatement impliquée au niveau européen. Que la France montre l'exemple, en proposant à l'ensemble des organisations étudiantes représentative au sens de la loi Jospin d'être reçues par les services concernés à ce sujet et en établissant un dialogue de long terme sur les questions européennes.

Ce que nous espérons, c'est une véritable politique volontariste en termes d'échanges, d'interculturalité et d'inclusion sociale et géographique. Une politique qui passe par un investissement financier mais dont les retours dépassent largement le simple cadre économique.

1 Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique

2 [BM74: Statement on The Future of Education in Europe and a prospective European Education Area](#)